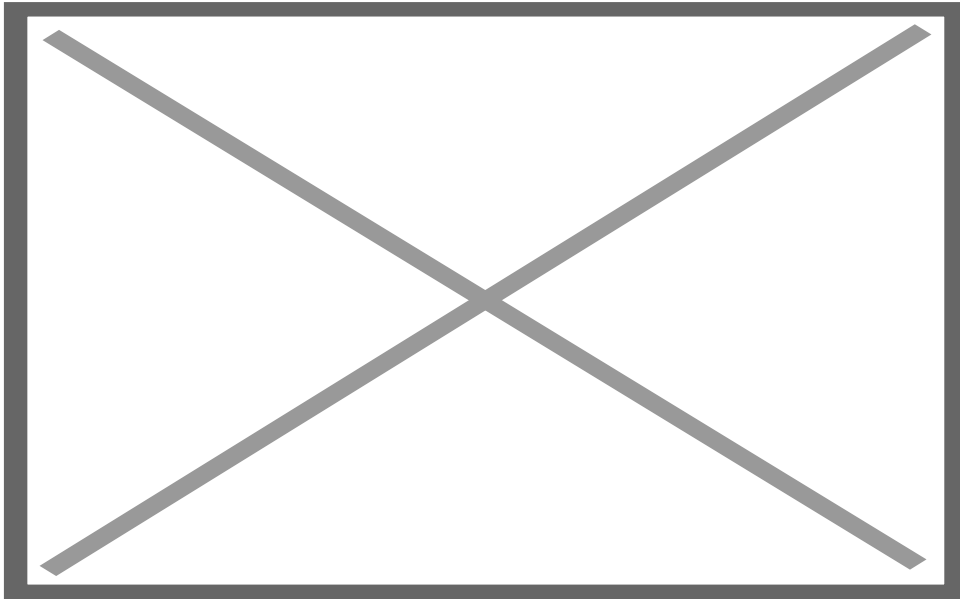


Des Néo-nazis appuient une fausse définition israélienne de l'antisémitisme – l'UE

Description

Par Asa Winstanley, 7 décembre 2018



Le ministre autrichien d'extrême droite Herbert Kickl a ratifié à Bruxelles la définition mensongère israélienne de l'antisémitisme.

Une nouvelle déclaration de l'Union Européenne pourrait rendre encore plus difficile la critique d'Israël en tant qu'Etat raciste, sans être traité d'antisémite.

Jeudi à Bruxelles, des politiciens [ont ratifié le document](#).

La déclaration demande à tous les gouvernements de l'UE de « souscrire à la définition de travail non juridiquement contraignante de l'antisémitisme utilisée par l'Alliance Internationale de la Mémoire de l'Holocauste » (IHRA).

Cette démarche, approuvée par les ministres de l'Intérieur de l'UE, a déjà été condamnée par un certain nombre d'Israéliens.

La déclaration a été lancée par l'Autriche, dont le gouvernement de coalition comprend [plusieurs ministres](#) qui sont [membres d'un parti néo-nazi](#).

ssus de plusieurs partis de droite qui ont encouragé le fanatisme anti-juif.

Le ministre autrichien de l'Intérieur Herbert Kickl était l'un d'eux.

Il vient du [Parti Liberté](#), organisation anti-musulmane conduite par le néo-nazi Heinz-Christian Strache (maintenant vice-chancelier d   Autriche).

Kickl a été [accusé en janvier de parler comme un Nazi](#) lorsqu  il a demandé aux autorités    de concentrer les demandeurs d   asile en un seul lieu   .

Sa fa  son de parler a semblé délibérément calculée pour évoquer l   Holocauste     même si cette fois il ciblait essentiellement les demandeurs d   asile musulmans.

Fausse définition

Comme cela a été signalé depuis longtemps par The Electronic Intifada, la    définition de travail    de l   IHRA a été conçue comme une puissante méthode soutenue par Israël pour étouffer la critique de l    tat et ses crimes contre les Palestiniens.

Israël et ses lobbys ont déployé ces deux dernières années une énorme pression sur toute l   Europe pour la faire adopter.

La    définition de travail    a été condamnée par de [nombreux syndicats palestiniens et autres associations de la société civile](#), ainsi que par la    [Palestine Solidarity Campaign](#)    au Royaume Uni et [des syndicats de toute l   Europe](#).

Comme l   a [signalé la semaine dernière](#) l   EUobserver, les ambassades israéliennes    se r  f  rent    régulièrement       la définition de l   IHRA    quand elles déposent officiellement des plaintes diplomatiques contre les critiques de l   UE pour crimes de guerre en Palestine par Israël. Ces critiques ne font aucun mal si l   on considère que l   UE [permet](#) souvent les crimes d   Isra  l.

Au Royaume Uni, les lobbys israéliens ont fait pression avec succès sur l   opposition travailliste pour qu   elle adopte la    définition de travail   .

Mais même cela n   a pas suffi, et ils ont provoqué un grand esclandre médiatique    propos de la répugnance initiale du parti    adopter tous les    exemples    assortis que [le document de l   IHRA](#) présente comme antisémites.

Plusieurs de ces 11    exemples    mentionnent Israël.

L   un d   entre eux présente    tort le simple fait de déclarer qu   Isra  l est un Etat institutionnellement [raciste](#)        tentative raciste    dans le langage de l   IHRA     comme un exemple d       antisémitisme   .

L   Autriche a déjà souscrit    la    définition de travail    et, comme l   UEobserver l   a relaté, son gouvernement de coalition a conduit    une pression en faveur de la déclaration.

N  o-Nazis autrichiens

Assumant actuellement la présidence tournante de l   UE, l   Autriche avait invité le Premier ministre Benjamin Netanyahu    prendre part le mois dernier    une conférence    Vienne.

La déclaration approuvée par l   UE a été rédigée au cours de cette conférence, qui ciblait l   antisionisme. Netanyahu avait accepté d   assister    la conférence, mais s    t  t désisté   

cause de l'instabilité de son gouvernement de coalition.

L'Autriche voulait une version encore plus extrême, et l'un de ses premiers projets demandait aux Etats de l'UE d'adopter la définition « assortie d'exemples illustratifs ».

Ceci a été retiré de la déclaration finale, qui décrit la définition comme « non juridiquement contraignante ».

Cette expression hypocrite est utilisée dans le document de l'IHRA lui-même. En réalité cependant, la définition est constamment utilisée pour contraindre la critique envers Israël.

Les événements survenus cette année dans le parti travailliste de Grande Bretagne en sont plus que jamais une illustration.

Dans le cadre de la « crise » d'antisémitisme fabriqué, qui remonte à des années, manigancé par ceux qui critiquaient le leader travailliste Jeremy Corbyn, les lobbys israéliens ont exigé que le parti adopte également les 11 « exemples » d'antisémitisme de l'IHRA.

La direction d'extrême gauche national des Travaillistes a capitulé en septembre sous cette pression. Mais cela n'a fait qu'encourager les chasseurs de sorcières, qui continuent d'essayer de punir les représentants élus qui critiquent Israël.

L'hystérie médiatique autour de la « crise » a conduit à une chasse aux sorcières ciblant l'aile gauche et les militants travaillistes pro-palestiniens.

L'hystérie s'est répandue plus largement du Parti Travailliste à la société.

La « définition de travail » est maintenant utilisée pour chasser les gens de leur emploi.

Suspendu pour avoir qualifié Israël d'état raciste

Paul Jonson, employé chez Dudley Council près de Birmingham, a été suspendu de ses fonctions en octobre après avoir aidé à organiser une manifestation contre un député local Ian Austin à fervent promoteur de la propagande israélienne.

Quel était le crime de Jonson ? Poster sur Facebook la phrase « soutenez la Palestine, Israël est une entreprise raciste » dans le cadre de sa promotion de la manifestation.

Militant avec les associations locales de solidarité avec la Palestine, Jonson a dit à The Electronic Intifada que les dirigeants de Dudley Council avaient cité la « définition de travail » de l'IHRA à que l'autorité locale a adopté pour justifier sa suspension.

Le directeur général du conseil a dit en octobre à un journal local que Jonson faisait l'objet d'une enquête.

Jonson a dit à The Electronic Intifada que le titre du journal sur sa « suspension » était le premier dont il ait entendu parler.

Jusqu'à là, les dirigeants lui avaient assuré qu'il n'était pas suspendu et qu'ils n'en étaient qu'à des discussions préliminaires sur une plainte reçue de la Campagne Contre l'Antisémitisme.

trompeusement intitulée association de propagande anti-palestinienne.

Il précise que, jusque là, on lui avait simplement dit de « s'abstenir de travailler jusqu'à plus ample informé ».

Mais, le jour même où l'histoire a fuit dans la presse, les directeurs ont convié une autre réunion et ont alors suspendu.

Jonson soupçonne Ian Austin d'être derrière la plainte. Le député est un protecteur de l'association qui a déposé.

Des syndicalistes locaux ont demandé que Jonson soit réintégré, comme l'a été l'association de gauche Voix Juives pour le Travail.

Une [pétition appelant à sa réintégration](#) a maintenant réuni plus de 600 signatures.

Traduction : J Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date créée
2018/12/09